GROUPE DE TRAVAIL MIXTE SUR LES SOMMETS OEA/Ser.E

Réunion des hautes autorités GTCC/doc.75/20

29 avril 2020 7 mai 2020

Washington, D.C. Original: espagnol

**RAPPORT FINAL**

Deuxième réunion des hautes autorités du Groupe de travail mixte sur les Sommets consacrée à l’impact de la COVID-19 dans les Amériques

1. **Allocution de bienvenue du Secrétaire général de l’Organisation des États Américains (OEA) et du Président du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC)[[1]](#endnote-1)**

M. Luis Almagro, Secrétaire général de l’OEA, a remercié les participants pour l’échange d'idées et indiqué que les organes politiques de l’Organisation sont en train d’aborder les thèmes de l’agenda, celui de la COVID-19 étant primordial pour les États membres. De même, il a mentionné l’invitation adressée aux organes sous-régionaux et l’importance d’inclure les besoins de ces derniers, soit le Système d'intégration centraméricaine (SICA) et la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Il a souligné que l’OEA a mis à la disposition des États membres un portail de forums et de consultations OEA post-COVID-19 et invité les autres entités à participer.

L’objectif de la réunion était de faire un bilan de l’état de situation de la région eu égard à la pandémie de COVID-19 et d’échanger des informations sur les récentes interventions menées par les entités du GTCC dans la région.

M. Almagro a souhaité la bienvenue au Ministre des relations extérieures du Pérou, S.E. M. Gustavo Meza-Cuadra, qui exerce la présidence du processus des Sommets des Amériques.

1. **Allocution de la Présidence du processus des Sommets des Amériques**

Le Ministre des relations des extérieures du Pérou, S.E. M. Gustavo Meza-Cuadra, a présenté ses salutations aux participants et remercié le Secrétaire général de l’OEA pour avoir convoqué cette réunion. Il a mentionné les mesures adoptées par le Gouvernement du Pérou pour faire face aux effets de la crise sanitaire produite par la pandémie de COVID-19 et qui, a-t-il expliqué, représentent un effort fiscal d’environ 12 % du produit intérieur brut (PIB). Il a évoqué les énormes défis que connaitront les pays de la région et souligné la nécessité de regagner la confiance dans le multilatéralisme pour contrer les effets dévastateurs de la crise, une tâche primordiale pour les États membres étant de renforcer les institutions du système multilatéral pour un meilleur rendement. Selon lui, les contributions de ces entités selon la perspective sanitaire et de financement pour le développement, l’agriculture et la migration doivent être efficaces et occuper un rang privilégié pour la coopération au bénéfice des États.

Le ministre des Relations extérieures du Pérou a évoqué par ailleurs la nécessité d’aborder la question du financement au niveau des pactes sociaux rénovés dans les pays et au plan international. La région exige des entités multilatérales des engagements permettant de travailler à des solutions novatrices pour aborder les effets de la crise, en atténuant les répercussions pour les économies et les populations vulnérables, de sorte à atteindre les objectifs de développement du Millénaire (ODM).

Il a conclu son intervention en affirmant que le GTCC doit accomplir son mandat, qui est de concevoir des propositions intégrales et coordonnées qui épaulent les efforts menés par les États membres pour combattre la pandémie.

1. **Allocution du Dr Carissa F. Etienne, Directrice de l’Organisation panaméricaine de la Santé (OPS), sur l’état de situation de la pandémie de COVID-19**

Le Dr Carissa Etienne, Directrice de l'OPS, a salué les responsables des entités membres du GTCC et présenté une mise à jour de la situation sanitaire dans la région.

* Le 28 avril, plus de 1,2 million de cas et 68 000 décès avaient été enregistrés à travers les Amériques. Les 54 pays et territoires des Amériques ont rapporté des cas. La plupart des nouveaux cas notifiés continuent de provenir des États-Unis d'Amérique, soit environ 82 % de tous les cas et décès dans la région.
* D’autres pays ont rapporté une augmentation significative dans le nombre de cas récemment confirmés au cours des dernières 24 heures : le Brésil (+ 6 %), le Pérou (+ 9 %), le Canada (+ 3 %) et le Mexique (+ 8 %).
* La transmission communautaire a été rapportée dans douze pays des Amériques : États-Unis, Brésil, Canada, Pérou, Équateur, Mexique, Chili, République dominicaine, Panama, Colombie, Argentine et Porto Rico.
* Récemment, le nombre total de cas notifiés en Équateur a doublé de telle façon que près de 11 000 échantillons en attente de confirmation ont été déclarés positifs à la COVID-19. Elle a signalé que le nombre de décès dus à la COVID-19 en Équateur pourrait être, selon les estimations, plusieurs fois supérieur au nombre qui figure dans le rapport officiel.
* Les États membres de l’OPS participent à diverses initiatives mondiales, dont l’essai Solidarity et l’outil Access to COVID-19 Tools Accelerator.
* Les domaines d’intervention prioritaires choisis par les pays en matière de riposte sont les suivants :
1. Opérations d’information, de coordination et de riposte en temps réel ;
2. Limitation de la transmission interpersonnelle et restriction des événements qui amplifient la transmission ;
3. Identification, isolement et prise en charge précoce des patients ;
4. Communication d’informations critiques sur les risques et les événements et lutte contre les informations erronées ;
5. Recherche, innovation et développement.
* L’OPS propose des lignes d’urgence directes vers les ministères de la Santé et d'autres autorités nationales chargées de la surveillance, de la capacité de laboratoire, des services d’assistance médicale, de la prévention et de la lutte contre les infections, de la gestion clinique et de la communication des risques en conformité avec les domaines d'action prioritaires.
* L’OPS a fourni une assistance directe à tous les États membres par l’intermédiaire de ses bureaux hors siège et a dépêché des missions d’experts sur les questions suivantes : formation en laboratoire, gestion clinique, prévention et lutte contre les infections, surveillance, réorganisation des services de santé, recherche et riposte face aux flambées (dont le traçage des contacts et la prise en charge des dépouilles mortelles).
* Chaîne d’approvisionnement mondiale pour la COVID-19 : l’OPS a participé à deux des trois consortiums très importants en la matière pour le diagnostic et les équipements de protection ; l’organisation est en passe de devenir un membre officiel du groupe spécial de la chaine d’approvisionnement mondiale pour accéder à des fournitures et à la logistique en utilisant le mécanisme, le Fonds stratégique de l’OPS.
* Le Fonds stratégique est un mécanisme régional de coopération technique pour l’acquisition commune de médicaments essentiels et fournitures de santé stratégiques, qui a des liens de communication et des procédures établis avec les ministères de la Santé, est en relation avec les institutions nationales de réglementation et avec d’autres parties intéressées sur les plans national et international pour faciliter l’acquisition et le dédouanement de fournitures de santé acquises au nom des pays.
* À travers les Amériques, 33 États membres ont signé des accords pour utiliser le Fonds stratégique et 12 pays l’utilisent actuellement pour accéder à des fournitures en rapport avec la COVID-19.
* D’autres domaines d’intervention sont les essais des laboratoire et les fournitures acquises par l’OPS pour 36 pays et territoires des Amériques, 14 tonnes d’équipement de protection personnelle livrées à l’OPS par 26 pays dans le contexte de 45 expéditions, le renforcement des systèmes de santé, le renseignement épidémique et les mesures de santé publique.

En matière de riposte à la COVID-19, les principaux enjeux sont :

* Prévention et lutte contre les infections contractées lors des soins médicaux en raison d’insuffisances sur le marché en matière de production et de distribution d’équipements de protection personnelle (EPP);
* Capacité de tests limitée, surtout en raison d’une faible disponibilité d’échantillons moléculaires qui détectent la présence du virus chez les patients ;
* Faible disponibilité de chambres d’hôpital et de lits dans les services de réanimation ;
* De nombreux pays qui connaissent des problèmes sociaux et économiques tentent la transition du confinement et d’autres mesures de distanciation sociale. Les équipes de l’OPS collaborent avec les États membres pour établir les meilleurs principes directeurs à base de preuves ;
* Le ciblage accentué sur la riposte à la pandémie a détourné les ressources nécessaires pour d’autres services de santé essentiels, y compris les programmes de vaccination ;
* Harcèlement et agressions à l'encontre de travailleurs de la santé.
* Enfin, le Dr Etienne a évoqué le retrait du financement des ressources du Fonds ordinaire, des contributions spéciales et des fonds spécifiques destinées à la COVID-19, dont la conséquence, a-t-elle poursuivi, sera une forte limitation de l’aptitude de l’OPS à continuer de soutenir les États membres sur le plan technique.
1. **Exposés des hautes autorités du GTCC et d’organisations sous-régionales invitées sur les interventions effectuées pour atténuer les effets de la COVID-19 dans la région**

Le Secrétaire général de l’OEA, M. Luis Almagro, a invité les entités membres du GTCC à faire rapport sur leurs efforts déployés récemment pour atténuer la COVID-19.

* 1. **Intervention de la Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)**

Mme Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la CEPALC, a évoqué le lancement de [l’Observatoire COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes : impact économique et social](https://www.cepal.org/es/temas/covid-19), et le travail de collecte d’information qui a permis d’établir une contraction économique d’au moins 5,3 %, ce qui représente la récession la plus profonde dans la région depuis 1914. Elle a souligné que l’on a constaté une chute de l’activité commerciale de 15 % et un chômage touchant 12 millions de personnes. Le point le plus inquiétant est le travail informel, d’environ 53 %, de même que la faiblesse enregistrée dans les réseaux de protection sociale.

La CEPALC et l’OIT travaillent de concert pour produire un document sur le climat du travail dans la région.

Lors de réunions tenues avec les ministres chargés du développement social et des finances dans les Caraïbes, ceux-ci ont affirmé qu’un endettement plus lourd est impossible et demandent des fonds assortis de conditions favorables, des allégements de la dette, voire une remise de dettes.

De même, la CEPALC a expliqué comment les pays de la région déploient des efforts fiscaux importants au bénéfice de leurs populations (Pérou, 12 % du PIB ; Chili, 5 % du PIB) afin de soutenir les populations les plus vulnérables par le biais de transferts monétaires et d’autres instruments. Concernant les mesures d'ouverture économique entreprises par les pays, les entités internationales sont en mesure de proposer aux pays des principes techniques et des orientations précises pour relâcher les mesures de confinement.

De même, Mme Bárcena a expliqué que la conjoncture actuelle est une occasion de susciter des réflexions sur le scénario post-COVID-19 en termes d’intégration régionale, de réseaux de production et de systèmes économiques. Enfin, la CEPALC a fait part de ses rapports spéciaux sur la COVID-19 :

* [Rapport spécial 1 : L’Amérique latine et les Caraïbes face à la pandémie de COVID-19 : effets économiques et sociaux](https://www.cepal.org/en/publications/45351-latin-america-and-caribbean-and-covid-19-pandemic-economic-and-social-effects).
* [Rapport spécial 2 : Mesurer la dimension des effets de la COVID-19 pour penser le relèvement.](https://www.cepal.org/en/publications/45477-measuring-impact-covid-19-view-reactivation)
	1. **Intervention de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**

M. Ángel Gurría, Secrétaire général de l’OCDE, a remercié le Secrétaire général de l’OEA, M. Luis Almagro, pour avoir convoqué cette réunion, ainsi que M. Meza-Cuadra, ministre des Affaires étrangères du Pérou, et le Dr Carissa F. Etienne, Directrice de l'OPS, pour leurs interventions.

M. Gurría a souligné que, depuis la dernière réunion de haut de niveau du 3 avril, l’OCDE a mis à disposition un grand nombre de nouvelles notes de politique sur la plateforme dite *Digital Hub*. Il a évoqué en particulier les ripostes apportées par la région, les incidences socioéconomiques et les priorités de politique à échéance immédiate et de court et moyen termes.

Le Secrétaire général de l’OCDE a déclaré que, pour contribuer à cet effort, l’OCDE a élaboré plusieurs ouvrages sur les principaux enjeux selon quatre dimensions clés, soit la santé, l’économie, la dimension sociale/les inégalités et la gouvernance, et a évoqué quelques efforts déployés à l’échelle régionale en soulignant l’éventuelle contribution de l’OCDE.

* *“*[*COVID-19 in Latin America and the Caribbean: An Overview of Government Responses to the Crisis*](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129907-eae84sciov&title=COVID-19-in-Latin-Amercia-and-the-Caribbean_An-overview-of-government-responses-to-the-crisis)*”*
* [*COVID-19 in Latin America and the Caribbean: Regional socio-economic implications and policy priorities*](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129904-k3xp17fqbl&title=COVID-19-in-Latin-America-and-the-Caribbean-Regional-socio-economic-implications-and-policy-priorities)*”*

Le Secrétaire général de l’OCDE a terminé son intervention en soulignant que le GTCC doit coordonner les efforts et mettre en œuvre une stratégie collective en tirant parti des capacités respectives de chaque institution membre.

* 1. **Intervention de la Banque mondiale**

Le Secrétaire général de l'OEA a donné la parole à M. Luis Humberto López, Vice-président en exercice pour l’Amérique latine et les Caraïbes de la Banque mondiale, qui, après avoir salué les participants et exprimé sa reconnaissance pour cette invitation, a présenté quatre éléments en rapport avec le travail de la Banque mondiale.

* *Prévisions économiques.* La CEPALC a déjà donné un aperçu de la contraction attendue cette année et il a indiqué que le FMI, la BID et la Banque mondiale ont annoncé une contraction du PIB de l’ordre de 5 %, avec une tendance à la baisse au cours des prochaines semaines. Au-delà de l’évolution du PIB, il importe de savoir que la crise économique aura des effets notables sur le chômage, la pauvreté et d’autres variables sociales.
* *Ouverture des économies.* La crise actuelle est le fruit d’une combinaison de crise sanitaire et de crise économique et, lorsque l’on aborde l’une d’elles, le problème est que l’autre se dégrade. Malgré la nécessité de maintenir l’ouverture, celle-ci doit être pratiquée prudemment car le facteur décisif est la consommation. Des pays comme la Chine, l’Italie, l’Espagne et l’Allemagne de même que certains États des États-Unis d’Amérique, qui commencent déjà à ouvrir leur économie, doivent servir d’illustration pour les pays de la région.
* *Réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI.* Au cours de ces réunions, certaines mesures ont été prises comme le moratoire dans le service de la dette officielle bilatérale pour les pays à faible revenu. Certains pays et certaines entités ont appelé à étendre ce moratoire aux organismes multilatéraux de crédit et aux pays à revenu intermédiaire. Lorsque l’on fait ce genre d'appels, il faut avoir à l’esprit que les entités multilatérales sont souvent la seule source de financement pour certains pays. Il faut éviter les initiatives qui impliquent une baisse de la notation de crédit et, par conséquent, qui limitent les ressources susceptibles d’être destinées à la région. Si, au sein de la Banque mondiale, le bilan de l’IDA et la BIRD sont distincts, dans d’autres banques multilatérales, ce n'est pas le cas, et cela complique beaucoup plus la situation.

Pour conclure, M. López a souligné que la Banque mondiale a divisé ses interventions dans la région entre trois phases. La première phase est axée sur l’urgence sanitaire et vise à soutenir les pays pour qu’ils puissent acquérir des fournitures et faire face à l’urgence. La deuxième phase est orientée vers les liquidités pour aider tous les pays qui engagent de fortes dépenses pour réagir à la crise, et où les revenus sont en chute à cause de l’arrêt de l’activité économique et ce, sous le leadership du FMI et de la BID, avec leurs instruments de soutien aux liquidités.

La Banque mondiale axe ses efforts sur la troisième phase de relèvement, durant laquelle les États seront durement frappés et fortement endettés, ce qui pourrait limiter leur marge de manœuvre pour cette phase de relèvement. Par conséquent, a-t-il déclaré, il sera primordial que les économies se présentent au secteur privé sous leur meilleur jour. Les pays de la région devront impérativement adopter des mesures pour promouvoir et assouplir les réglementations dans le but de promouvoir les affaires.

Enfin, il a évoqué la nécessité de maintenir un dialogue très actif avec les pays et renforcer les liens de collaboration pour se tenir prêts et être en mesure de surmonter la crise.

* 1. **Intervention de la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF)**

Le Secrétaire général de la CAF, M. Víctor Rico, a évoqué les quatre axes de contribution de la CAF :

1. Ouverture d’une ligne de crédit conditionnel de 50 millions de dollars des États-Unis (USD) par pays. À ce jour, 8 pays actionnaires de la CAF ont demandé de bénéficier de cette ligne de crédit.
2. Ligne de crédit d’urgence pour les pays de la région. Ligne de crédit d’urgence à décaissement rapide, de nature anticyclique, dont la demande a dépassé les 2,5 milliards USD prévus à l’origine pour s’élever à 3,250 milliards.
3. Réorientation des activités de financement approuvées pour répondre à la crise.
4. Mesures de soutien au secteur privé et aux entreprises

M. Rico a rejoint l’opinion selon laquelle la région traverse une crise inédite, qui requiert l’adoption de mesures novatrices et d'exception pour y faire face. Il a affirmé que le moment est idéal pour la coopération internationale, d’où la nécessité d’identifier des mesures d’appui qui se démarquent des solutions conventionnelles.

Concernant le débat opposant les mesures appelées à préserver la santé à celles visant à protéger l’économie, la CAF considère que les pays se dirigeront vers l’assouplissement des mesures de confinement, soit l’inverse des consignes établies, y compris en l’absence de tests de détection, qui est une réalité à laquelle il faut se préparer pour soutenir les pays de la région.

Enfin, M. Rico a expliqué que la CAF a pris des mesures d'accompagnement pour l’élaboration de politiques qui permettront aux pays d’entamer un processus de reprise rapide de leurs économies et pour le chômage, qui se fera sentir bientôt.

Après l’intervention de M. Rico, M. Almagro, Secrétaire général de l'OEA, a donné la parole aux autorités des entités sous-régionales ayant statut d’observateur auprès du GTCC et qui ont été invitées à cette réunion.

* 1. **Intervention du Système d'intégration centraméricaine (SICA)**

Le Secrétaire général de l'OEA a donné la parole au Secrétaire général du SICA et ex Président du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, qui a affirmé que les pays centraméricains ont rapidement pris des décisions pour éviter la contamination entre les habitants et la détérioration subséquente dans les services de santé. Il a mentionné la convocation d'une réunion à la demande du SICA pour rassembler les présidents des pays d’Amérique centrale, au cours de laquelle les conseils ministériels du SICA ont approuvé l’élaboration d’un plan d’urgence régionale, lequel a été ratifié par les ministres des relations extérieures. Le plan propose trois objectifs en ébauche :

1. Créer des interventions locales de continuité ;
2. Unifier les efforts pour une riposte immédiate aux problèmes sanitaires ;
3. Identifier des prévisions sur les plans socioéconomique et financier.

Le Plan d’urgence régionale est doté d’un fonds d’urgence de 1 900 USD orienté vers un soutien dans trois domaines : 1) Construction d’infrastructures hospitalières et d’équipements médicaux : ce fonds a permis d’acheter 25 000 tests par pays ; 2) Achats groupés de médicaments pour tirer parti des économies d’échelle et réduire les coûts, tout en maintenant le commerce infrarégional ; 3) Mobilisation des contributions de multiples secteurs de la société et de l’économie à l’appui des mesures gouvernementales.

M. Cerezo a conclu son intervention en soulignant l’importance de la réunion des entités du GTCC pour l’échange d’information et le débat sur l’impact des mesures qu’il sera nécessaire d’adopter.

Le Secrétaire général de l'OEA a donné la parole au Secrétaire général adjoint de l'OEA, M. Nestor Mendez. Lors de son intervention, l’Ambassadeur Nestor Mendez a souligné que le GTCC est une tribune d’importance cruciale pour l’échange d’information entre les acteurs pertinents de la région. Il a remercié les organisations sous-régionales invitées à la réunion, en particulier la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l’Association des États de la Caraïbe (AEC), le Système d'intégration centraméricaine (SICA) et le Secrétariat d’intégration économique de l’Amérique centrale (SIECA).

Par ailleurs, le Secrétaire général adjoint de l'OEA a expliqué que, vu la dimension de la crise, il importe que tous les membres du Système interaméricain aient l’occasion d’échanger des informations et de coordonner leurs interventions même s’il peut se produire un double emploi entre les pays constitutifs et les membres.

* 1. **Intervention de l’Association des États de la Caraïbe (AEC)**

 La Secrétaire générale de l’AEC, Mme June Soomer, a exprimé ses remerciements pour cette invitation. Elle a expliqué que la présidence exercée par la Barbade a concentré ses efforts sur la coopération et la coordination à l’égard du développement de la résilience et du relèvement social et économique dans les États membres et au niveau des Membres associés.

 Elle a annoncé que, depuis la première réunion extraordinaire des ministres des Relations extérieures et des ministres de la Santé de l’AEC sur la COVID-19 (réunion virtuelle), qui a eu lieu le 24 mars 2020, cette association a coordonné ses activités avec : la CARICOM, le SELA, le SICA, le SIECA, le service des statistiques portuaires de la CEPALC et l’Organisation du Tourisme de la Caraïbe (CTO).

Pour mettre en avant une stratégie régionale face à la COVID-19, centrée sur l’intégration des Grandes Caraïbes et la coopération Sud-Sud, quelques priorités ont été arrêtées :

* Acquisition collective d’équipements pour la COVID-19 ;
* Une matrice COVID-19 mise à exécution lors de la réunion régionale technique du lundi 4 mai. Cette plateforme interactive permettra des échanges de statistiques sur la COVID-19 et de meilleures pratiques, et servira à évaluer les lacunes à l’appui d’un meilleur processus de prise de décisions politiques ;
* Renforcement des partenariats avec les parties intéressées dans plusieurs secteurs sous leur responsabilité, soit le tourisme, le commerce, les transports et la réduction du risque de catastrophe, à l’approche de la période des ouragans ;
* Développement de capacités relativement à la gestion de la COVID-19.

Mme Soomer a souligné la nécessité de construire la résilience à court, moyen et long termes en incluant des thèmes comme les chaînes de valeur et les nouvelles sources d'aliments, les nouvelles relations commerciales et les itinéraires d’expédition, enfin, l’expansion du transport et les nouveaux marchés touristiques. D’autre part, elle a fait part de l’élaboration de plans régionaux qui tiennent compte des groupes vulnérables.

Comme d’autres intervenants, elle a déclaré qu’il convient de saisir cette occasion pour construire des sociétés plus équitables tandis que l’on aborde le relèvement social et économique car cette rénovation ne peut se faire selon le paramètre actuel, qui prive les pays et les populations d’accès aux ressources.

Elle a souligné la nécessité de fédérer les organisations régionales pour coordonner les ressources limitées de la région.

* 1. **Intervention de l’Institut interaméricain de coopération pour l’agriculture (IICA)**

Le Conseiller spécial du Directeur général, M. Jorge Wertheim, s’est félicité pour cette initiative, qui permet de mener des échanges sur les expériences acquises par les différentes entités.

Il a souligné la coresponsabilité du secteur privé dans les efforts de gestion de la crise et de relèvement. Il a indiqué que l’IICA a tenu des réunions avec plusieurs multinationales de la région comme Walmart, Coca-Cola, Pepsi-Cola, Cargil, Bayer, Danone et Corteva, afin qu'elles prêtent leur concours après la pandémie. D’autre part, la BID a présenté les recommandations du Dialogue des entreprises des Amériques (ABD) sur les politiques de lutte contre la pandémie de COVID-19 et d’atténuation de ses effets.

L’IICA a déclaré que la région des Caraïbes est une préoccupation principale, et l’absence de tourisme aggrave la situation en créant des difficultés considérables.

Une autre question qui a retenu particulièrement l’attention, a-t-il poursuivi, est le commerce agricole, car malgré les restrictions, la libre circulation a été permise dans les régions frontalières, une mesure qui a maintenu l’approvisionnement et la répartition d’excédents entre les régions.

* 1. **Intervention de l’Organisation internationale du Travail (OIT)**

M. Vinicius Pinheiro, Sous-directeur régional et Directeur régional pour l’Amérique latine et les Caraïbes de l’OIT, est intervenu pour évoquer la crise résultant de la pandémie, en la présentant comme une occasion de soutenir les politiques d’emploi, les entreprises et les revenus. Il a expliqué que les ministres du travail sont en première ligne pour les interventions immédiates face à la pandémie et que les investissements massifs dans les revenus, les entreprises et les emplois sont fondamentaux.

Il a soutenu qu’un thème clé dans ce domaine est la sécurité du travail et que, dans cette optique, l’organisation travaille sur des protocoles sectoriels pour soutenir les pays en la matière. Enfin, il a souligné l'importance du Dialogue social où les entreprises et les travailleurs sont réunis dans des espaces décisionnels.

* 1. **Intervention du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**

Dans son intervention, M. Luis Felipe López Calva, Directeur régional pour l’Amérique latine et les Caraïbes, a indiqué que la contribution du PNUD au bénéfice des pays est centrée sur des éléments analytiques, le soutien opérationnel dans les salles de crise et l’appui à l’exécution des ressources provenant de la coopération internationale. De même, le programme a mis à disposition un mécanisme qui soutient 20 pays de la région.

Par ailleurs, le document du système des Nations Unies sur le relèvement socioéconomique a été publié, le PNUD étant chargé de diriger les équipes de pays sur le plan technique.

Les scénarios économiques sont déterminés par la dynamique épidémiologique, ce qui appelle des ripostes novatrices et met au jour la nécessité de travailler en faisant intervenir plusieurs disciplines.

Enfin, il a indiqué que cette crise est une occasion de repenser la crédibilité des gouvernements mais a insisté sur la nécessité de ne pas affaiblir, ce faisant, les contrôles démocratiques, et appelé à insister sur la participation sociale et sur le consensus dans les politiques de sortie de crise.

**4.10 Intervention de la Banque interaméricaine de développement (BID)**

M. Fabrizio Opertti, Responsable du secteur Intégration et Commerce de la BID, a insisté sur la nécessité de consolider le multilatéralisme et l’alignement des interventions. Il a déclaré que la BID a concentré sa riposte sur quatre domaines essentiels : la riposte sanitaire, le soutien aux populations vulnérables, la défense du tissu productif et le soutien aux politiques fiscales.

Il a évoqué trois publications récentes de la BID :

* [*“Policies to Fight the Pandemic: 2020 Latin American and Caribbean Macroeconomic Report*](https://publications.iadb.org/publications/english/document/2020_Latin_American_and_Caribbean_Macroeconomic_Report_Policies_to_Fight_the_Pandemic.pdf)*”*
* [*“Public Policy to Tackle Covid-19: Recommendations for Latin America and the Caribbean”*](https://publications.iadb.org/publications/english/document/Public-Policy-to-Tackle-Covid-19-Recommendations-for--Latin-America-and-the-Caribbean.pdf)
* *“*[*Americas Business Dialogue (ABD) Policy Recommendations on addressing the Coronavirus disease (COVID-19) pandemic and mitigating its impacts*](https://americasbd.org/covid19/index.html)*”*

M. Opertti a déclaré qu’il importe de diversifier les chaînes de valeur de la région dans la conjoncture actuelle pour en faire une occasion de croissance économique. À cet égard, il a mentionné [Connect Americas](https://connectamericas.com/company/connectamericas), un réseau social d’entreprises des Amériques qui promeut le commerce extérieur et l’investissement international.

**4.11 Intervention de l’Organisation internationale pour les migrations (OIM)**

M. Luca Dall’Oglio, Chef de mission du Bureau de Washington, D.C., a mis en exergue les effets humanitaires et socioéconomiques à long terme de la pandémie dans la région. Depuis la dernière réunion des entités du GTCC, l’OIM se concentre sur le traitement des effets les plus pressants de la crise. Il a ajouté que les décisions prises par les gouvernements pour contenir le virus ont des effets sur la mobilité de la population. De même, il a affirmé que l’un des plus grands défis correspond à celui des migrants retenus aux frontières, surtout dans les pays du Triangle Nord, le Pérou, le Chili et le Panama. L’OIM travaille en coordination avec d’autres institutions du système des Nations Unies.

De même, il a expliqué que l’OIM mène des interventions dont l’objectif est d’atténuer les effets graves de la pandémie aux plans sanitaire et socioéconomique afin d’élargir les efforts d’atténuation de la COVID-19 à l’environnement humanitaire et d’autres domaines où les personnes en déplacement pourraient être gravement touchées. Tous ces efforts sont alignés sur le Plan mondial de riposte humanitaire pour la COVID-19 et le Plan COVID-19 de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le plan de riposte de l’OIM est axé autour de quatre priorités stratégiques : 1) coordination effective et associations, suivi de la mobilité ; 2) mesures de préparation et de riposte pour réduire la morbidité et la mortalité ; 3) efforts visant à garantir que les personnes touchées aient accès aux services de base, aux produits de première nécessité et à la protection ; et 4) atténuation des effets socioéconomiques de la COVID-19.

De plus amples renseignements sur les efforts déployés par les organisations du GTCC en réponse à la COVID-19 sont disponibles sur :

<http://scm.oas.org/pdfs/2020/SUMMIT/GTCCCOVID19.PDF>

1. **Conclusions**

Le Secrétaire général de l’OEA, M. Luis Almagro, a remercié tous les participants et invité le Dr Carissa Etienne à prononcer les derniers commentaires. Le Dr Etienne a remercié les institutions pour leur solidarité et souligné que, à l’avenir, il faudra effectuer un travail coordonné pour faire face à la pandémie. La Directrice a signalé que les pays devront prendre des décisions de politique publique assorties de considérations d’économie et de santé.

CMBRS01798F05

De même, elle a réaffirmé l’appel lancé aux institutions pour que celles-ci envisagent la situation de financement de l’OPS compte tenu d’une réduction future de 60 % des contributions au Fonds ordinaire, qui aura des effets graves sur ses interventions. La Directrice de l’OPS a lancé un appel spécial aux hautes autorités du GTCC présentes pour qu’elles examinent cette situation à l’avenir.

Après cette intervention, le Secrétaire général de l'OEA a levé la séance.

1. . Le Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC) se compose comme suit : Organisation des États Américains (OEA), Banque interaméricaine de développement (BID), Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Organisation panaméricaine de la Santé (OPS), Banque mondiale, Institut interaméricain de coopération pour l’agriculture (IICA), Banque de développement de l'Amérique latine (CAF), Banque de développement des Caraïbes (BDC), Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Organisation internationale du Travail (OIT), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). [↑](#endnote-ref-1)